

Délibération du Conseil d'administration
n° 2025 - 106
Séance du 12 décembre 2025

Remboursement des frais d'hébergement en France – 1^{er} janvier au 31 décembre 2026

Condition d'acquisition du vote :

Quorum =

Acquisition de la délibération =

moitié des membres en exercice présents ou représentés

*majorité des suffrages exprimés des membres présents
ou représentés*

Nombre de membres en exercice : 34

Nombre de membres présents : 20

Nombre de membres représentés : 2

Nombre de vote pour : 22

Nombre de vote contre : 0

Nombre d'abstentions :

Le remboursement des frais d'hébergement en France – 1^{er} janvier au 31 décembre 2026, tel que figurant dans le document annexé à la présente délibération, est approuvé.



Remboursement des frais d'hébergement en France

Vu l'article 6 du décret N° 2019-139 DU 26 février 2019 modifiant l'article 7 du décret 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu la délibération du conseil d'Administration N°2024-114 du 13 décembre 2024

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, les taux forfaitaires suivants s'appliqueront :

Il est aujourd'hui proposé au conseil d'administration les modalités mentionnées ci-dessous :

- 1- Province (liste des villes de plus de 100 000 habitants en annexe 1) :
 - Villes peuplées d'au moins 100 000 habitants : taux maximum 170 €
 - Villes peuplées de moins de 100 000 habitants : taux maximum 120 €
- 2- Paris :
 - Paris intra-muros (cartographie en annexe 2) : taux maximum 190 €
 - Grand Paris (cartographie en annexe 3) : Taux maximum 150 €
- 3- Personnalités étrangères ou françaises invitées n'appartenant pas à l'université d'Artois :
Taux maximum 190 €
- 4- Agents reconnus en qualité de travailleur handicapé (RQTH) et en situation de mobilité réduite (PMR) : Taux maximum 170 € en Province et dans le Grand Paris.

Annexe 1 : Source données INSEE

Commune	Population municipale 2015
Aix-en-Provence	142 668
Amiens	132 874
Angers	151 520
Annecy	125 694
Argenteuil	110 388
Besançon	116 676
Bordeaux	249 712
Boulogne-Billancourt	117 931
Brest	139 163
Caen	106 260
Clermont-Ferrand	141 398
Dijon	155 114
Grenoble	160 649
Le Havre	172 366
Le Mans	143 325
Lille	232 741
Limoges	133 627
Lyon	513 275
Marseille	861 635
Metz	117 492
Montpellier	277 639
Montreuil	106 691
Mulhouse	110 370
Nancy	105 162
Nantes	303 382
Nice	342 522
Nîmes	150 672
Orléans	114 644
Perpignan	121 934
Reims	184 076
Rennes	215 366
Rouen	110 169
Saint-Denis	111 103
Saint-Denis (La Réunion)	146 985
Saint-Étienne	171 057
Saint-Paul	105 967
Strasbourg	277 270
Toulon	167 479
Toulouse	471 941
Tours	136 252
Villeurbanne	148 665

Annexe 2 :

Délimitation de Paris intra-muros : zone dans le périmètre rouge



Annexe 3 :

Le journal du Grand Paris

TERRITOIRE 1: Paris	(2,24 millions d'hab.)
T2 : Sud-Hauts de Seine	(11 communes, 393 552 hab.)
T3 : Grand Paris Seine Ouest	(8 communes, 312 023 hab.)
T4 : La Défense	(11 communes, 668 016 hab.)
T5 : Boucle Nord 92	(7 communes, 432 950 hab.)
T6 : Plaine Commune	(9 communes, 410 421 hab.)
T7 : Territoire des aéroports	(8 communes, 349 312 hab.)
T8 : Est Ensemble	(9 communes, 401 060 hab.)
T9 : Grand Paris Est	(14 communes, 381 968 hab.)
T10 : Actio	(13 communes, 503 198 hab.)
T11 : Plaine Centrale-Haut Val de Marne – Plateau Briard	(16 communes, 305 266 hab.)
T12 : Val de Bièvre – Seine Amont – Grand Orly	(24 communes, 673 271 hab.)



Métropole du Grand Paris :
la carte des territoires